

Fruits et légumes : la colère monte chez les producteurs

Par Eric De La Chesnais du 12/08/2011



Les maraîchers sont dans une situation économique précaire. Crédit photos: Richard VIALERON

Victimes du mauvais temps et de la bactérie E. coli, ils appellent à la grève des «paiements publics».

Été pourri pour les producteurs de fruits et légumes français. Ces derniers multiplient les actions pour attirer l'attention de l'État sur leur situation économique précaire. Les maraîchers appellent désormais leurs adhérents à la «grève des paiements publics», en les invitant à ne plus verser leurs cotisations sociales et autres impôts. «Je ne pensais pas revivre la situation catastrophique de 2009, se lamente Angélique Delahaye, présidente de Légumes de France. Les trésoreries de nos 40.000 entreprises sont très tendues, 10% à 15% risquent de disparaître. Nous les invitons à se mettre en cessation de paiements des cotisations patronales de la MSA, des échéances bancaires et toutes autres charges. Nous devons conserver le peu de liquidités qu'il nous reste afin de payer nos salariés et nos fournisseurs locaux !», poursuit-elle.

Les maraîchers estiment avoir perdu 20% à 40% de leur chiffre d'affaires depuis la crise du concombre, fin mai. Après la mise en cause des crudités par les autorités allemandes dans la bactérie E. coli, on a assisté à un surplus de légumes sur le marché européen. Avec, comme conséquence, un effondrement des cours. Ces derniers n'ont jamais retrouvé leur niveau de l'an dernier. Première victime, la tomate, qui est officiellement en crise conjoncturelle depuis huit jours.

Enfin, le temps maussade est venu ternir la situation. «Les légumes hivernaux de pot-au-feu ou ceux consommés en béchamel comme le chou-fleur se vendent bien en ce moment au-dessus de leur coût de revient», reconnaît Angélique Delahaye.

Des actions ciblées

Les producteurs de fruits ne sont guère mieux lotis. Ils comptent profiter du chassé-croisé des vacanciers pour les interpeller sur les routes. «Sos Fruits, Europe coupable, politiques absents...», pourront-ils lire sur des stickers aux péages ou sur les banderoles accrochées sur les ponts de l'A7. «Nous vendons actuellement nos pêches 30 centimes en dessous de notre coût de revient», déplore Régis Aubenas, producteur de pêches dans la Drome, à l'origine de cette action de la FDSEA. Nous appelons les politiques à réguler le marché afin que les Espagnols, premiers fournisseurs de pêches en Europe, arrêtent leur dumping en vendant par exemple 35 centimes le kilo à Hambourg chez Lidl.»

Selon l'AOP pêches nectarines (Associations des organisations de producteurs), les Espagnols qui fournissent 40 % du marché français «ont de gros stocks à écouler - trois semaines de production contre quatre jours en France - et vendent à perte, en moyenne 50 centimes le kilo, soit deux fois moins cher qu'un producteur français». «La situation est plus grave qu'en 2009. La pêche est en crise depuis quarante jours avec un prix qui a baissé de 19% par rapport à la moyenne des cinq dernières années», précise Nathalie Francq, responsable de l'AOP.

Visites de magasin et débarquements de camions risquent donc de se poursuivre. Le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, qui garde un mauvais souvenir de 2009, n'a pas tardé à réagir. Il veut un «bilan rapide» des contrôles menés par la DGCCRF dans le secteur des fruits et légumes et rencontrera sa consœur espagnole, Rosa Aguilar, pour tenter de trouver une solution à cette crise.